

Tatiana KHRISTOVA
Doctorante, IUED
71, av. De Mategnin
1217 Meyrin
khristova@bluewin.ch

L'avortement en Russie : les étapes de la construction du système sexe/genre et la « culture d'avortement ».

* * *

Quand on pense à l'avortement en Russie, la première chose qui vient à l'esprit est que la Russie a été le premier pays au monde à le légaliser en 1918. Puis, vient la politique incohérente, alternant des légalisations et des interdictions, de toute la période soviétique. Ensuite, on se souvient que le problème de l'avortement est considéré parmi des problèmes très aigus de la Russie. La gravité de ce problème est mise en évidence par le taux d'avortement le plus élevé dans le monde¹, une statistique effrayante affichant trois avortements pour cinq grossesses (donc, seulement deux grossesses finissent en accouchement tandis que trois femmes se font avorter) (UNICEF, 2003). Enfin, il y a aussi le vécu des femmes. En racontant leur expérience² des avortements, les femmes entre 40 et 60 ans soulignent le fait qu'à l'époque soviétique, l'avortement a été une procédure extrêmement traumatisante et dangereuse pour la santé.

Ces quelques phrases portent déjà de multiples contradictions : entre la politique progressiste du début de régime soviétique juste après la Révolution de 1917 et sa mise en pratique incohérente pendant toute époque soviétique ; entre la possibilité pour les femmes russes d'avoir recours à l'avortement, de disposer dans ce cas librement de leurs corps (ce qui est apparemment bénéfique) et l'ignorance dans le domaine de la contraception qui diminue les possibilités pour la planification de grossesse ; entre le droit juridique à l'avortement et la pratique inhumaine de sa procédure médicale. Il est aussi étonnant que les transformations politiques et économiques de deux dernières décennies aient très peu modifié la pratique de l'avortement d'aujourd'hui.

¹ Jusqu'à 2001 la Russie se plaçait derrière la Roumanie, mais maintenant elle est à la première place (UNICEF, 2003).

² Je me base ici non seulement sur des récits de mes informatrices, mais aussi sur les travaux des autres auteurs russes.

Ces contradictions ne représentent cependant que la partie émergée de l'iceberg. Des phénomènes concernant les relations homme-femme dans leur intimité aussi qu'un éventail de questions – le problème des recherches (leurs subventions) sur la contraception, l'information sur la contraception, la santé des femmes et des futures enfants, les manipulations politiques fondées sur la préoccupation de la dépopulation du pays, etc. – peuvent dans une large mesure être liés à ce problème.

Il y a aussi le phénomène appelé par les auteurs russes³ la *culture d'avortement*. En se développant dans une zone critique entre deux espaces, public et privé, ce phénomène consiste en une perpétuelle sur-utilisation de l'avortement par les femmes russes. En effet, en étant d'abord une manifestation publique de la libération des femmes russes, en absence de l'information sur la contraception, l'avortement est devenu le principal moyen de contrôle de la fertilité (le fonctionnement profondément intime du corps féminin) ; il est finalement banalisé comme un acte médical anodin qui est même jugé préférable à la contraception.

Loin de prétendre élucider tous ces phénomènes dans cet article, je vais cependant me concentrer sur la question : pourquoi en Russie le droit à l'avortement a-t-il provoqué le développement d'une culture d'avortement ?

Introduction

Cet article est le fruit de mes recherches documentaires⁴ sur l'évolution du cadre institutionnel et des statistiques concernant la vie des femmes en Russie au cours de XX siècle. Ces recherches ont été centrées sur l'évolution des rapports de genre en Russie du XX siècle : non seulement des rapports homme-femme dans le public et le privé, dans le travail et le mariage, mais également des représentations des hommes et des femmes qui reflètent les changements de la politique et des législations.

Cette recherche s'appuie sur le concept *système sexe/genre* développé par Gayle Rubin (Rubin, 1975). Ce système est « l'ensemble des dispositions par lesquelles une société

³ On peut se référer à Popov (Popov, 1995), Borisov (Borisov et al., 1997), ou bien aux articles parus dans la presse russe donc l'exemple est l'article d'Irina Bardetskaja pour le magazine hebdomadaire « Itogi » (Bardetskaja, 2001).

⁴ Ses recherches ont été nécessaires pour la préparation de ma thèse de doctorat « Transitions et contradictions : la construction des identités de genre en Russie ». La reconstruction de quelques scénarios que les femmes urbaines instruites ont réalisés en construisant leur genre, sera l'objectif principal de ce travail. Les témoignages des femmes russes – leurs récits de vie – seront d'abord recueillis pour être ensuite analysés dans le contexte historique et avec l'utilisation des données démographiques et sociologiques déjà existantes.

transforme la sexualité biologique en produit de l'activité humaine et dans lesquelles ces besoins sexuels transformés sont satisfaits » (Rubin, 1975 : 6). En résumant, on peut le décrire comme l'ensemble des institutions, des représentations symboliques, des relations sociales et des comportements qui génère, gère et reproduit le genre. Dans le cas de la société soviétique, c'est l'arrivée du socialisme en 1917 et du capitalisme en 1991 qui a transformé deux fois en un siècle le système sexe/genre (en même titre d'ailleurs que le système de production).

Dans ce texte, la réflexion s'organisera chronologiquement autour de trois axes qui traversent le public et le privé : la transformation des idéaux de la société ; les changements de la législation ; les stratégies d'adaptation de la population visibles dans les données statistiques. Cette démarche a pour but de permettre de mieux prendre la mesure du développement du système sexe/genre soviétique. En effet, les changements de la législation et des principes idéologiques d'une société influencent la structure et le fonctionnement de son système sexe/genre. A leur tour, les statistiques démographiques reflètent la capacité d'adaptation de la population même aux périodes les plus dures – la volonté consciente ou les stratégies réactives face aux conditions sociales et économiques changeantes.

Ainsi, on se tournera successivement vers les principales périodes dans l'évolution du système sexe/genre en Russie, en considérant des actions concernant l'avortement comme indicateurs des changements dans son développement.

De 1917 à 1936 : le public transformé, le privé éliminé

En 1917, quand la Révolution d'Octobre⁵ fait définitivement exploser l'Empire russe, le gouvernement communiste débute avec le programme de la construction d'une société nouvelle *soviétique*⁶ : les classes sociales devaient disparaître après l'expropriation de la propriété privée par le prolétariat dirigé par le Parti Communiste. En plus, la revendication de l'égalité hommes-femmes a été profondément ancrée dans ce programme. Cette égalité serait possible après l'élimination de l'exploitation au sein de la famille et l'émancipation politique et économique des femmes. C'est à dire, non seulement la libération des femmes des relations

⁵ Pour plus d'information, on peut se référer aux ouvrages historiques comme « La puissance pauvre : une histoire de la Russie de 1815 à nos jours » (Sokoloff, 1993).

⁶ Le terme de soviétique fait référence à « un régime politique autoritaire (totalitaire) dominé par un parti unique, qui exerce le pouvoir par l'intermédiaire de l'appareil (bureaucratique) de l'Etat, tout en s'appuyant sur la contrainte policière. L'Etat « socialiste » détient les moyens de production, prend les décisions concernant l'allocation des ressources (investissements), fixe les objectifs de production (planification centrale), et la répartition du produit social. » (November, 2002 : 12) On trouve également la description détaillée du régime, faite par János Kornai (Kornai, 1992).

patriarcales dans la sphère privée, mais aussi leur émancipation dans tous les domaines de la vie publique.

Pour avancer et résoudre la « question des femmes », la légalisation de l'avortement en 1918 et la loi adoptée en 1920⁷ ont été les pas les plus progressistes. En même moment, en France, l'avortement et la contraception sont considérés comme crimes passibles de la Cour d'assises (3mois à 6 ans de prison) et la propagande en leur faveur est interdite.

Le début de la construction de l'Etat soviétique a été marqué par un important changement idéologique, dominé par les thèses marxistes. Cependant, à la suite des écrits de pères-fondateurs du marxisme⁸, au sein du Parti Communiste russe, se sont développés des regards bien différents sur la liberté des femmes (et sur leur liberté sexuelle en particulier).

Parmi les plus connus, Alexandra Kollontaï et Vladimir Lénine, ont entreposé leurs visions : l'une - progressiste, radicale et utopique, l'autre – modéré, plus traditionaliste. Tous les deux, ils ont été unanimes sur plusieurs points : le travail est un moyen principal de la libération des femmes ; la famille doit jouer un rôle beaucoup moins important dans la société nouvelle ; au fur et à mesure la maternité doit se transformer en une « fonction sociale » (Kollontaï, 1917) que les femmes doivent d'ailleurs pouvoir contrôler.

Cependant, leurs visions des chemins qui mène à la liberté des femmes ont été bien différentes. Pour Kollontaï⁹, les femmes sont les actrices de sa libération et leur liberté sexuelle allait de pair avec leur libération de l'exploitation dans toutes les sphères, privée et publique. Tandis que Lénine¹⁰ leur attribue un rôle plutôt passif. Selon lui, « la question des femmes » demandait d'abord des changements profonds dans la technique sociale comme dans les normes de la moralité.

⁷ Arrêté du Comité National de la Santé et du Comité National de la Jurisprudence du 16.11.1920.

⁸ On se réfère ici à « Les origines de la famille, de la propriété privée et de l'état » de Friedrich Engels. (Engels, 1884).

⁹ Alexandra Kollontaï a suggéré que l'avenir soit dans « l'amitié sexuelle » qui aurait permis plus de liberté dans des relations homme-femme. (Kollontaï, 1917) Dans ses écrits, Alexandra Kollontaï a été explicite et convaincante. Pourtant, on ne se souvient souvent que de sa proclamation (faite avec Inessa Armand) de consommer le plaisir sexuel comme le « verre d'eau » (Barybina, 1999).

¹⁰ Clara Zetkin cite la lettre de Lénine dans ses « Notes de mon carnet » publiés en 1934. (Kerblay : 1986)

Parmi les écrits parus à ce moment tumultueux, un des plus intéressants est l'article de Aaron Zalkind. Publié en 1925, l'article « Douze règles sexuelles du prolétariat révolutionnaire » (Zalkind, 1925) résume des idées dominantes et met fin à la bataille idéologique.

En décrivant un ensemble des lois pour la vie intime de la jeunesse révolutionnaire, l'auteur précise l'âge du début sexuel (après 20 ans), conseille vivement de s'abstenir des contacts sexuels avant le mariage, de les diminuer en étant marié et de ne pas changer les partenaires. Tous cela, selon Zalkind, est nécessaire parce que toute la force de la jeunesse doit être consacrée à la construction du communisme. Or, les jeux de la séduction, de l'amour, de la jalousie ainsi que l'activité sexuelle demandent des efforts et épuisent physiquement (Zalkind, 1925). Un pareil gaspillage de la force de la jeunesse est considéré par Zalkind comme un délit de même que les « perversités » sexuelles.

Ces précisions sur tout ce qui concerne le sexe nous apprend que celui-ci doit se soumettre à politique, que le sexe n'est jamais une affaire privée mais qu'elle concerne le prolétariat, le Parti, le pouvoir. Bref, la libido doit appartenir au Parti.

Dans la règle VIII, Zalkind précise qu'il n'existe pas de méthodes contraceptives efficaces et que l'avortement peut provoquer des effets néfastes sur la santé des femmes. Et la mauvaise santé empêche les femmes de se consacrer à la construction du communisme. (Zalkind, 1925) Bien que par Zalkind et par la presse en général, l'avortement ait été qualifié comme « un mal pour la société » causé par le passé capitaliste et par la situation économique difficile, son importance dans le projet pour la libération des femmes a été indiscutable.

Il faut souligner que le contexte général dans lequel se déroule cette première légalisation de l'avortement est bien particulier. Quoi que l'idée soit beaucoup plus complexe, le projet pour la *libération des femmes* rentre dans un schéma simplifié constitué en deux étapes. La première étape consistait en élaboration d'un paquet de lois¹¹ qui instauraient juridiquement l'égalité entre les hommes et les femmes dans tous les aspects de la vie sociale comme de la vie familiale, l'éducation, le travail et la politique.

¹¹ Constitution de la Fédération de la Russie, 1918. Arrêté du Comité National de la Santé et du Comité National de la Jurisprudence du 16.11.1920.

La deuxième étape avait trois axes pour la mise en œuvre de ces lois. La première supposait la liquidation des fonctions économiques et éducatives de la famille traditionnelle : le concubinage a été légalisé, tous les enfants ont été jugés légitimes, le mariage est devenu civil, la procédure du divorce a été simplifiée. En même temps, l'Etat devait élaborer les schémas permettant d'éliminer le travail domestique par le développement des systèmes de restauration rapide, des services de nettoyage et pressing ainsi qu'un système de garde et d'occupation extrascolaire pour les enfants.

Enfin, la troisième axe envisageait la participation massive des femmes à l'industrialisation du pays. Dans la Constitution de 1918 et dans le Code de travail, il a été mentionné que toutes les personnes aptes à travailler ont une obligation à travailler¹². En fait, les objectifs de cette étape consistaient en destruction de la sphère privée dite capitaliste et en enrôlement de toute la population féminine dans la sphère publique.

La légalisation de l'avortement en 1920 est un des points les plus importants de ce projet. La loi précise aussi que la légalisation de l'avortement médical est dictée par le souci pour la santé des femmes et pour les intérêts de la nation. Donc, déjà à ce moment-là, le 'privé' des femmes – leur santé – est considéré comme 'public' – nécessaire pour bien-être de la nation entière.

Néanmoins, les idéologues de la libération des femmes comprenaient qu'il fallait travailler plus avec les femmes pour qu'elles « rattrapent » le niveau des hommes dans le travail et aident à transformer la famille. Pour cette raison, à tous les niveaux du Parti, les « jensoviet » dirigés par le « Jenotdel » – la section féminine du comité central – ont été créés. Leur objectif a été de surveiller que les « paysannes et ouvrières » prennent connaissance de leurs droits, comprennent comment les utiliser pour améliorer leur situation, qu'elles apprennent ensuite comment être utiles à leur Etat, et enfin qu'elles se mobilisent pour aider leur Etat à garder les acquis de la Révolution (Averjanova, 1999). Cette section a été démantelée en 1929 et les « jensoviet » avec.

¹² Pour les femmes et pour ceux qui ont moins de 18 ans, il y avait tout de même la restriction pour le travail de nuit et les travaux lourds et pénibles. Les femmes enceintes ont en plus eu le droit à un congé maternité – huit semaines avant et huit semaines après l'accouchement. Code de Travail, 1918, articles 2, 14. Code de Travail, 1922, articles 129-137.

Avec aide des « jensoviet », les commissions spéciales ont été formées au niveau des entreprises. Leur objectif a été de permettre aux femmes qui travaillent d'avoir recours à l'avortement. Ainsi, l'avortement a été utilisé comme un moyen qui permet de libérer les femmes afin qu'elles soient disponibles de travailler dans l'industrie. Il y a aussi un aspect : c'était la femme qui prenait la décision personnelle (privée) d'avorter, mais sa décision devait être approuvée par une instance publique.

Il ne faut cependant pas oublier qu'avant la Révolution d'Octobre, le pays a été essentiellement agraire et commençait juste son industrialisation. Après la Révolution, la masse des paysannes n'était pas informée sur la possibilité d'avoir recours à l'avortement¹³. Cependant, la collectivisation forcée et l'industrialisation contribuaient à accroître la population des villes. Mieux informées, les citadines ont vite commencé à utiliser ce droit (Tomilin, 1923 : 219) suite à quoi, entre 1924 et 1928 à Leningrad, par exemple, le nombre des avortements a augmenté de 21 à 139 pour 100 accouchements et devenu 264 en 1934 (Vishnevskij, 2006 : 202-204). Autrement dit, en 1934 à Leningrad seulement une grossesse parmi 3-4 finissait en accouchement, tandis que 2-3 femmes se faisaient avorter. Pour la même période de 1924-1934, chaque femme de 35 ans a eu en moyen 8 avortements. Néanmoins, c'est surtout les femmes avec les enfants qui recourraient à l'avortement, l'utilisant comme moyen de contrôle des naissances.

Cette croissance des avortements est vite devenue une préoccupation des dirigeants du pays. Il ne faut non plus oublier que l'idéologie soviétique postulait la supériorité de l'Etat soviétique par rapport aux pays capitalistes. La croissance rapide de la population et la disparition des avortements ont été parmi des confirmations de cette supériorité, des preuves de réussite de la politique soviétique. Cependant, le taux des avortements ne faisait que croître en dépit de l'affirmation de la propagande qu'avec les avancés du socialisme, comprenant l'amélioration de la qualité de vie dans l'espace soviétique, l'avortement deviendrait inutile.

En 1926, puisque ce 'mal' ne disparaissait pas, toutes les données concernant l'avortement sont devenues le secret d'Etat – le secret dans le public par définition manifeste. Pour le régime, le danger de l'information sur l'avortement se cachait dans sa capacité de révéler les

¹³ Le moyen le plus courant pour régler le problème de l'enfant non-désiré, a été de ne pas prendre le soin d'un bébé déjà né. A ce sujet, Vishnevskij cite l'article de Senkevich paru en 1929 sur le comportement reproductif des paysannes de la région de Vologda. (Vishnevskij, 2006 : 203)

problèmes engendrés par la transformation drastique du public-privé. En conséquence, la population n'était absolument pas informée sur la situation réelle.

Il est important de comprendre que cette première période post-révolutionnaire a été décisive pour le choix idéologique et politique ainsi que pour la construction du système sexe/genre soviétique. La base de nouvel système sexe/genre a été posée dans le cadre des changements révolutionnaires public-privé : plus de la propriété privée, l'ouverture du public aux femmes, l'expérimentation bolchevik sur la sexualité. Cette première période dans le développement du système sexe/genre de la société soviétique peut être caractérisée comme la période¹⁴ de *destruction du privé et transformation du public*.

En ce qui concerne l'avortement, pour l'Etat soviétique, cette méthode devient donc un des moyens pour la libération des femmes et les femmes elles-mêmes commençaient à l'utiliser comme le moyen de réguler les naissances. A ce moment-là, commence à apparaître des normes et des modèles de comportement transmissibles, propres à la société soviétique dites la *culture d'avortement*.

Des années trente à 1955 : les répressions du public 'héroïque' et du privé 'publicisé'

En 1936, après que Staline déclare l'acquisition d'une « *réelle égalité entre les hommes et les femmes en URSS* », l'avortement est interdit¹⁵. Cette interdiction marque le début de deuxième période dans le développement du système sexe/genre soviétique. Sous l'impulsion des idéaux bolcheviks, une recherche d'équilibre entre privé (presque éliminé) et public est toujours au centre de cette dynamique. L'Etat Soviétique, répressif, autoritaire mais paternaliste, a une responsabilité première dans la régulation de tous cela. Il compense le déni des droits politiques et civils par un éventail de prestations sociales et par une rhétorique omniprésente d'auto-glorification.

Schématissant de point de vue historique, cette période se compose d'une industrialisation réussite, des répressions staliniennes et de la Deuxième Guerre Mondiale. A ce moment-là, l'économie planifiée se stabilise, la politique des prestations sociales, l'alphabétisation et le

¹⁴ Les chercheurs et chercheuses russes proposent une multitude de qualificatifs pour décrire cette période. Elena Zdravomyslova et Anna Temkina proposent un inventaire : Kohn détermine cette période comme celle de l'expérimentation des bolcheviques sur la sexualité, Lapidus le nomme la « période des jensoviet », tandis que Temkina et Rotkirch la présente comme la période de la destruction de la famille traditionnelle et la mobilisation des femmes. (Zdravomyslova, Temkina : 2002)

¹⁵ Arrêté du Gouvernement de l'URSS du 27.06.1936 qui a été annulé le 23.11.1955.

programme de lutte contre le chômage ont eu des succès. Cependant, le projet de transformation de la sphère domestique (le développement des systèmes de restauration rapide, des services de nettoyage et pressing ainsi qu'un système de garde et d'occupation extrascolaire pour les enfants) est un échec.

La lutte au sein du Parti provoque des répressions des personnages politiques importants d'abord, pour se répercuter en suite sur la population entière. Même les modifications dans le Code de Travail vont dans le sens d'un renforcement du contrôle sur la population à un tel point que le simple fait d'être en retard au travail est passible d'un séjour au GOULAG.

Egalement, les changements dans le Code Familial marquent un retrait sur des positions plus « réactionnaires » : la stigmatisation du concubinage, le soutien financier seulement aux couples mariés (en 1944), la lutte contre le divorce, etc. En revanche, l'Etat prend sous sa responsabilité des enfants nés hors mariage, permettant aux hommes de ne pas se préoccuper de leurs progénitures (Ayvazova, 1998). En même temps, le fait que les femmes soient devenues les seules responsables des enfants, a été soit disant compensé par le droit exclusif de la garde au cas du divorce.

En ce qui concerne l'avortement, c'est l'abondance des « demandes des travailleurs et des travailleuses préoccupé-e-s par la dégradation de la santé des femmes, par la baisse de la natalité, par le déclin de la famille » qui ont été évoqués comme les principaux motifs de la décision pour son interdiction. Les préoccupations de l'ordre moral, les problèmes de l'éducation des jeunes personnes ont aussi été présentés comme raisons pour interdire l'avortement et faire les changements dans le Code familial.

Pour donner un appui idéologique à l'interdiction de l'avortement, la presse expliquait que cette technique médicale est un moyen capitaliste de se débarrasser des gens jugés inutiles, que contrairement au capitalisme, le socialisme a un grand besoin en peuple et que les intérêts de la société (publics) doivent être placés avant ceux des individus (privés). Donc, ayant les mêmes droits que les hommes, les femmes ne sont pas dispensées de leur « grande et honorable mission » que leur a donné la Nature (Vishnevskij, 2006 : 204). L'image de la

Mère retravaillée et renforcée, la glorification de la maternité prend l'ampleur pour se finaliser en création de l'Ordre de la Mère Héroïne¹⁶.

Afin de mettre en œuvre la politique contre l'avortement, le Gouvernement développe un paquet des lois¹⁷ qui pénalisent la pratique d'avortement (les femmes qui ont recouru à l'avortement, les personnes qui ont aidé les femmes, etc.). Comme conséquence de cette interdiction, se propage la pratique de l'avortement illégal qui devient de plus en plus dangereuse. En effet, la part de la mortalité due à un avortement illégal parmi les causes de la mortalité maternelle a été 26% en 1935, 51% en 1940 et 70% au début des années 50 (Vishnevskij, 2006 : 211). En 5 ans qui ont suivi l'interdiction, les infanticides ont grimpé eux aussi 2,5 fois. Aussi, en 1936, parmi les personnes condamnées pour avoir aidé de faire un avortement, il n'y avait que 23% les médecins et les infirmières (Lebina, 1994 : 289). C'est à dire qu'une grande partie d'avortements illégaux se faisaient dans des conditions inappropriées et par des personnes non formées.

En plus de tous ces effets néfastes, l'interdiction de l'avortement n'a pas pu arrêter sa pratique. La baisse des avortements a été vraiment négligeable et courte durée, tandis que leur augmentation a recommencé à partir de 1937 en se renforçant de plus en plus. Ainsi, le cadre général et les mesures ciblées provoquent les effets inattendus et non désirés en stimulent *l'expansion de phénomène de la culture d'avortement* dans le contexte de la clandestinité.

Cette période est marquée par une rentrée massive des femmes dans la sphère publique. Cela malgré l'échec de la « révolution dans la sphère domestique » – les charges domestiques sont naturellement tombées sur les femmes. Paradoxalement, le système de sexe/genre construit de cette façon permettait aux femmes de se former, de développer leur potentiel. Cependant, malgré le discours dominant de l'égalité entre les sexes, c'est la maternité (devenue obligatoire) qui devait être l'essence de l'existence féminine.

En termes d'espaces public et privé, le public, qui envahit le privé, est à son tour envahi par des répressions. Réprimé et contrôlé, le privé doit en quelque sorte être reconstruit sous le

¹⁶ A partir de 8 juillet 1944, toutes les femmes qui ont enfanté dix enfants (l'adoption légale comptait pour une naissance), recevait le titre de « Mère Héroïne » à condition que tous leurs enfants soient vivants quand le dernier arrivait à l'âge d'un an. Ce titre pouvait être aussi attribué si un ou plusieurs enfants étaient morts pour la Patrie. <http://mondvor.narod.ru/HMother.html> - consulté au cours de 10.2006.

¹⁷ Déjà en 1933, l'avortement n'était plus possible dans le cas de la première grossesse ; en 1934, est adoptée la loi pénalisant l'homosexualité.

signe de soviétique : la famille soviétique, le quotidien soviétique. Comme contreponds des répressions, une conception spécifique du public ressurgit à ce moment-là. Ce public est excessivement héroïque : le stakhanovisme, la bataille pour la récolte, la bataille contre les ennemis. Schématisant, on peut dire que des *répressions sur le public héroïque et le privé publicisé* marquent cette étape dans le développement du système sexe/genre soviétique.

De 1955 à 1985 : la stagnation dans le public et la reconsidération du domestique

Lorsqu'en 1953 Staline meurt et son régime est remis en question, le pays d'abord grâce à Nikita Khrouchtchev s'ouvre, pour ensuite, sous Léonide Brejnev se renfermer et sombrer dans la stagnation. Le renouvellement du droit à l'avortement en 1955 peut être considéré comme le marqueur de cette ouverture. Étrangement, les raisons qui ont justifié la (re)légalisation de l'avortement ont été les mêmes que pour sa précédente interdiction, à savoir : la santé des femmes, les préoccupations d'ordre moral, les problèmes de l'éducation des jeunes personnes.

Rappelons qu'en même année, en France l'avortement thérapeutique est autorisé mais les Françaises vont encore se battre pendant deux décennies en attendant la loi Veil. C'est aussi l'année de la mise au point de la pilule contraceptive aux États-Unis.

En gros, pendant cette période, l'idéologie persiste tandis que le Parti va vers la crise et que l'économie dégringole. Néanmoins, au début de cette période, grâce à l'ouverture partielle de la société, une multitude de problèmes devient apparents, par exemple, les conditions de travail des femmes¹⁸. Aussi, l'État commence à prêter attention à la « double charge » des femmes : le nouveau Code du travail de 1970¹⁹ devient encore plus explicite au sujet des travaux pénibles, le congé maternité est prolongé, divers programmes sociaux voient le jour.

Il y a aussi la retouche du Code Familial²⁰ et un essai d'équilibrer la responsabilité de l'éducation des enfants entre l'État et la famille. Si après 1918, c'est l'État qui devait compter

¹⁸ Après 1956, les discussions autour des conditions de travail des femmes ont été entamées et de nombreux problèmes ont été dévoilés. Tout à coup, les sociologues et les journalistes s'aperçoivent que malgré l'interdiction, les femmes sont « enrôlées dans les mines de charbon, dans les aciéries, dans les forges, dans les hauts fourneaux et dans les grandes fabriques automobiles » (Enderlein, 1999 : 33) donc pour les travaux les plus durs, pénibles et mal payés.

¹⁹ Code de Travail, 1970, articles 68, 69, 70.

²⁰ Après la mort de Staline, la discussion sur le divorce reprend sous un autre angle et de nouveau, il devient plus facile de divorcer. Aussi, le concept d'« enfant illégitime » est remis en question et après une vive polémique, dans l'acte de naissance on marque obligatoirement un nom (imaginaire ou non) de père (Klimenkova, 1996).

plus dans l'éducation des enfants, pendant les années 60, ce devoir devient familial, bien que la famille doive rester « transparente » pour l'Etat. Ainsi, tandis que le public toujours prime sur le privé, ce dernier est en partielle libération du dans le sens 'intime' et 'domestique'.

Cependant, malgré cette ouverture, toute information sur les avortements – des statistiques, des rares recherches sociologiques et démographiques – demeure secret d'Etat. A cause de ce secret, il n'y a toujours aucune réflexion sur l'assainissement de la situation. La question de la contraception se discute très vaguement et souvent est remplacé par le discours moralisateur. La sexualité, et surtout la sexualité féminine reste tabou. En même temps, circule l'image de la féminité convenable qui inclut une maternité obligatoire.

Cependant, être mère et travailler en même temps est difficilement réalisable, car la structure sociale (les crèches, les garderies, le système de restauration rapide, etc.) qui devrait être construite pour remplacer la famille, est peu développée. Finalement, ce sont les « babuchka » qui s'occupent des enfants en bas âge.

Les hommes ne sont pas considérés à titre de l'aide. Pour la réalisation masculine, le travail (la réalisation dans la sphère publique) occupe toujours la première place, laissant la famille (la vie privée) et les relations humaines dans le large sens du terme à la périphérie de leurs intérêts (Kohn, 2001). En plus, les hommes sont touchés par le phénomène de la « crise de la masculinité ».

La discussion autour de la crise de la masculinité focalise l'attention sur les problèmes socio-démographique de la population masculine comme l'alcoolisme, la surmortalité, l'espérance de vie très basse, tandis que les racines profondes de ces problèmes²¹ restent englouties et ne ressortent pas dans le discours. Sans parler des questions de la responsabilité (sauf responsabilité matérielle) des hommes envers leurs partenaires et leurs progénitures.

Dans ce contexte, la grossesse a souvent été inattendue et perçue comme un danger, car la grossesse non-planifié pouvait être un empêchement pour les projets professionnels et

²¹ Une hypothèse est que ces problèmes socio-démographiques sont liés à la construction de la masculinité russe (Kohn, 2001 : 564).

personnels déjà en cours. Néanmoins, selon les femmes russes²², une telle grossesse est régulièrement utilisée par les femmes non-mariées comme un stimulus pour les hommes afin qu'ils prennent la décision de se marier. Souvent, dans ces cas, les femmes enceintes décident d'avorter seulement quand le père de l'enfant refuse catégoriquement de le prendre en charge (de se marier). Ainsi, en schématisant, le danger de l'expérience sexuelle consistait pour un homme soviétique en une éventuelle manipulation émotionnelle de la part de la(les) femme(s) enceinte(s), tandis que la femme soviétique payait pour son expérience sexuelle en se faisant avorter.

Il est très caractéristique que les hommes n'ont que l'information partielle et assez restreinte sur les pratiques d'avortement de leurs partenaires. Les hommes pourtant savaient que leurs femmes et compagnes se faisaient avorter sans pour autant de rentrer dans des détails (Rotkirch, 2004 ; Temkina, 2004). L'avortement a été une affaire des femmes. C'est à dire que dans l'espace privé soviétique s'est construit une zone de la solitude féminine face à l'avortement.

Le recours à l'avortement est devenu tellement courant qu'on les pratiquait dans des services gynécologiques²³ de chaque hôpital (Popov, 1995). Dans ses services, la pratique d'avortement comprend la douleur physique et l'humiliation. En général, l'avortement se pratiquait par le moyen chirurgical²⁴ (l'utilisation de l'appareil vacuum commence seulement dans des années quatre-vingt) et jusqu'aux années soixante, sans anesthésie (Borisov, 1997). Quand l'anesthésie locale est enfin devenue obligatoire, elle était si mal adaptée que son application n'arrangeait rien.

Sous le masque du soin, les femmes sont en quelque sorte punies, châtiées pour avoir refusé d'accomplir leur fonction la plus importante – la fonction reproductive (Zdravomyslova, Temkina, 2002). Pour éviter la souffrance physique (avoir, par exemple, une anesthésie intraveineuse) et le comportement blessant du personnel de ses services (insultes verbales), les femmes comptaient sur leurs connaissances et leurs proches qui travaillaient dans des sphères médicales.

²² Pour cette partie de ce texte, sont utilisés des récits de mes informatrices ainsi que des extraits des interviews publiés dans des travaux de Irina Tartakovskaja, Elena Mesherkina, Anna Temkina, Anna Rotkirch.

²³ Dans le langage courant, ces services ont été appelés abortarium.

²⁴ Par les femmes comme par les médecins, cette procédure chirurgicale est appelé « nettoyage ».

Avec le recul (aujourd'hui l'information sur l'avortement est disponible), on s'aperçoit que les maximums des avortements ont été enregistrés entre 1964 et 1969. A ces moments-là, pour une naissance on comptait plus que 3 avortements. Et jusqu'aux années 80, il reste 12% des avortements illégaux (Vishnevskij, 2006 : 215-216). Il est intéressant aussi que selon la statistique (Vishnevskij, 2006 : 215), le plus souvent c'est la troisième grossesse qui est interrompue, et très rarement la première. C'est à dire qu'un éventail des conditions, médicale, sociales et individuelles, font de l'avortement le seul moyen de réguler la fécondité et de contrôler les *naissances non-désirées*²⁵.

Ainsi, il était difficile pour les femmes soviétiques de travailler et d'accomplir leur tâche reproductive. En plus, il était impossible d'avoir une vie sexuelle normale sans recourir à la pratique de l'avortement qui prend une multitude des sens : la liberté, la punition, le moyen de communication. Pendant cette période, se consolident des tendances déjà existantes dans la pratique de l'avortement favorisant la *stabilisation de la culture d'avortement*.

Durant la période 1955-1985²⁶ dite *socialisme développé*²⁷, le système sexe/genre suit les tournures de la politique et les réactions de la population. De manière générale, l'Etat contrôle le système sexe/genre en donnant plus d'importance à la sphère publique, bien que la sphère privée quasi-inexistante soit en train de se réanimer.

Dès la Perestroïka

Ainsi, pour distinguer les trois périodes 'soviétiques' dans le développement du système sexe/genre en Russie, l'avortement a pu être utilisé comme un marqueur des changements. Tandis que pour la quatrième période qui commence avec la Perestroïka en 1985 suivie par la *Transition* (dès 1991), la plus importante est la rupture avec le communisme.

Si on reconsidère les grandes transformations politico-socio-économiques survenues après 1985, en s'interrogeant sur l'évolution du rapport public-privé, on peut apercevoir leur radicale recomposition qui concourt à une secousse du système sexe/genre. Cette

²⁵ Du fait que l'avortement est une interruption de grossesse résulte qu'il n'est pas un moyen de prévention des grossesses mais un moyen de « prévention » des *naissances*, car la grossesse est déjà survenue.

²⁶ Généralement qualifiée comme « *liberté relative* » par les auteurs russes, cette période est analysée en termes de régimes de genre (Connell, 1987) par Elena Zdravomyslova et Anna Temkina (Zdravomyslova, Temkina : 2002).

²⁷ Couramment utilisé par la presse russe pendant la deuxième moitié de XX siècle, le terme de *socialisme développé* devient le qualificatif de la société soviétique. Le socialisme développé représente un ensemble des prestations sociales qui doit atténuer la stagnation dans l'économie et compenser l'absence des droits politiques et civils.

recomposition public-privé se résume en la réapparition de l'espace où l'Etat n'intervient pas (le 'vrai' privé, la société civile) ainsi qu'en la reconstruction de la propriété privée²⁸ et du marché qui désormais doit jouer le rôle de « régulateur » autrefois réservé à l'Etat.

Outre la métamorphose public-privé, la Transition déclenche le changement d'idéologie. En effet, les réformes sont guidées par le paradigme néo-libéral qui est censé remplacer l'idéologie marxiste dans la régulation du social. Le marché (et le capital) comme le symbole de ces réformes s'ancre dans le système des valeurs et commence à l'influencer. L'individu – ses activités, son travail – est donc perçu selon son potentiel marchand. D'autre part, si quelque chose ne peut pas être comptabilisée conformément aux règles du marché, comme le travail domestique ou le soin des enfants, elle n'est ni valorisée, ni prise en compte.

Ainsi, la recomposition public-privé et le changement d'idéologie conduisent à un *renversement de la logique de construction du système sexe/genre* en Russie : celui-ci n'est plus forgé par l'Etat.

Il est important de souligner qu'une série d'événements que la Transition et la démocratisation de la société ont engendrés, concerne le problème de l'avortement par le biais de la santé reproductive et l'éducation sexuelle. En 1994, est fondé le « Programme Présidentiel du Planning Familial » dont les priorités ont été la prophylactique des avortements, la mise en pratique de la contraception moderne, les méthodes de la fécondation « in vitro » et éducation sexuelle dans des écoles. Ce programme n'a pas pu survivre aux attaques des différents groupes politiques et de l'Eglise Orthodoxe et en 1998, le Parlement a cessé son financement.

Des prétextes bien connus – la santé des femmes, les préoccupations d'ordre moral, les problèmes de l'éducation des jeunes personnes – ont marqué le début de ce programme ainsi que sa fin et ne finissent pas pour autant d'être au cœur des débats. Actuellement, le gouvernement et le président en personne se préoccupent de la dépopulation du pays en essayant agir sur la baisse de la natalité. Comme exemples de leurs actions peuvent être cités : l'arrêté présidentiel sur l'aide matérielle attribuée à la naissance du deuxième enfant (les familles méritantes recevront cette aide dès que leur deuxième enfant arrivera à l'âge de trois

²⁸ Constitution de la Fédération de la Russie, 1993, garantit le droit à la propriété privée (article 35) ainsi qu'elle élargit les possibilités d'agir pour l'individu et les restreint pour l'Etat.

ans) ; le projet (qui n'a pas été approuvés) de la correction de la loi sur l'avortement selon lesquels l'avortement devrait être permis seulement avec l'accord de l'époux !

Ainsi, il y a une préoccupation qui concerne le bien-être de la société entière et qui passe à nouveau par les actions visiblement ciblées sur les femmes.

En ce qui concerne des données statistiques, malgré l'ouverture du pays – les données concernant l'avortement et l'information sur la contraception sont disponibles – et l'accessibilité des autres moyens de contraception, elles montrent que l'avortement reste toujours la pratique très courante chez les femmes russes. Bien que, pendant la période de 1990 à 2005, la quantité des avortements ait diminué de 2,4 fois (de 4 millions avortement en 1990 à 1,7 millions en 2005), il y a toujours plus d'avortements que de naissances : pour 100 naissances on compte 121 avortements (ROSSTAT, 2006 : 270). Pour comparer, pendant vingt dernières années en France, l'ordre de grandeur du taux avortement/naissance était autour de 23% (23 avortement pour 100 naissances) en baissant à 18% en 2002 (INED²⁹).

Cependant, selon des données du Comité Fédéral de la Statistique (ROSSTAT, 2006), les jeunes femmes (moins de 30 ans) mieux utilisent la contraception et se font avorter beaucoup plus rarement que les femmes plus âgées. Cependant, malgré ces changements, le problème de l'absence de culture sexuelle reste non résolu et l'avortement sert toujours pour retarder la naissance de l'enfant ou pour contrôler le nombre d'enfants désirés. On peut probablement espérer un changement mais jusque maintenant *la culture d'avortement se perpétue*.

En résumant, on se rend compte que via la recomposition public-privé, la Transition se répercute sur le système sexe/genre. L'Etat perd le monopole d'influencer le système sexe/genre et n'est plus en mesure de définir de façon univoque les règles de jeu. Désormais, les rapports de marché, les nouvelles pratiques de quotidien, les discours contradictoires rentrent en compte. Aussi, il y a un grand nombre des acteurs (groupes comme individus) qui tentent d'agir pour leurs intérêts. Pour le système sexe/genre, cette période peut donc être caractérisé comme la période de *recherche des nouvelles formes de fonctionnement*.

²⁹ http://www.ined.fr/statistiques_ivg/2002/T0A_2002.html - consulté le 10.10.2007

Conclusion

La démarche entreprise dans ce texte permet dans une certaine mesure d'expliquer l'évolution depuis 1917 du système sexe/genre en Russie. Grâce à l'analyse croisée de l'idéologie, des changements dans des textes de lois et des statistiques socio-démographiques, son développement dans le temps peut en effet être décrite. L'examen des interactions entre les sphères publique et privée donne ainsi la possibilité de clairement distinguer quatre périodes³⁰ dans son fonctionnement et dans le développement de la culture d'avortement en Russie :

1. La première période du développement du système sexe/genre soviétique est marqué par la *destruction du privé et transformation du public*. Suite à la bataille des idéologues, à la politique de la mobilisation des femmes ainsi qu'à la légalisation de l'avortement, *est née la culture d'avortement*.
2. Pendant le deuxième période caractérisée par des *répressions sur le public héroïque et le privé publicisé*, le contrôle total, les répressions et la politique des garanties sociales doublées de l'interdiction de l'avortement permettent l'*expansion de phénomène de la culture d'avortement* dans le contexte de la clandestinité.
3. La libéralisation du régime sans pour autant de changer la base idéologique et des principes de fonctionnement de la société, l'affaiblissement de l'appareil oppressif et la nouvelle légalisation de l'avortement ne suscitent pas pour autant la révision dans la conception de la culture d'avortement. En effet, la *culture d'avortement se stabilise* pendant cette période du *socialisme développé*.
4. Au cours de la Transition vers un autre type de la société, l'Etat perd son rôle de régulateur principal de la politique de genre, cependant plusieurs constructions dites soviétiques restent intactes et la *culture d'avortement loin d'être éliminée*. Pendant cette période, l'ébranlement de la dichotomie public-privé entraîne le *développement de formes nouvelles du système sexe/genre* qui restent à caractériser.

Plus particulièrement, la culture d'avortement peut être considérée comme un concept utile qui met en évidence tout cela en autorisant de dégager un schéma explicatif des particularités du système sexe/genre en Russie :

³⁰ Pour les autres définitions de ces périodes, on se réfère aux travaux des sociologues russes Igor Kohn, Elena Zdravomyslova et Anna Temkina, ainsi que les chercheuses Gayle Lapidus (américaine) et Anne Rotkirch (finlandais), qui proposent des périodisations analogiques des rapports entre l'Etat et les femmes. (Zdravomyslova, Temkina : 2002)

- l'hégémonie de l'Etat Soviétique en ce qui concerne le genre (les genres) et la perte de cette hégémonie dès la Perestroïka,
- les contradictions dans des politiques de genre de l'Etat – les légalisations-interdictions de l'avortement, les changements dans le Code familial (le divorce, les obligations de la famille face à l'Etat) – à toutes les étapes,
- la nécessité pour la population entière de s'adapter constamment à ces politiques et une très petite marge de manœuvre quant aux possibilités des trouver des tactiques réalisables.

D'une manière complémentaire de la théorie du système sexe/genre, le concept public-privé offre la possibilité de mettre en exergue l'évolution de la culture d'avortement. Le point de départ de cette évolution, est la première légalisation de l'avortement. A ce moment-là, cette mesure donnait probablement une telle illusion de liberté individuelle pour la réalisation des différentes activités publiques qu'en absence d'autres moyens de contraception, elle a bloqué des réflexions sur les autres possibilités de contrôler les grossesses pour les années avenir.

Pendant l'époque soviétique, l'avortement est devenu un instrument à multiples usages. L'Etat soviétique utilise l'avortement pour manipuler les femmes comme groupe afin de servir l'intérêt public – d'abord pour les libérer afin qu'elles puissent travailler dans l'industrie, puis en l'interdisant, pour les conditionner de procréer plus, etc. Mais aussi et de façon paradoxale, ayant une très petite marge de manœuvre, les femmes s'en servent de différentes façons dans leur vie privée : l'avortement devient un moyen de planification des naissances, un moyen de manipuler les hommes en tombant enceintes, une issue dans des situations difficiles, une clef de la liberté en quelque sorte. Pour cette liberté (et pour la vie sexuelle), les femmes doivent payer. Pour la société, l'avortement devient alors un moyen médical de les faire souffrir, un instrument de punition pour avoir refusé d'accomplir leur rôle reproductif.

Après la défaite du totalitarisme, la démocratie doit donner aux individus des possibilités, nouvelles et égales pour les hommes comme pour les femmes, pour leur réalisation personnelle. Pourtant, les discours contradictoires et les exemples d'actions politiques dont l'avortement est une cible, illustrent que le manque d'analyse appropriée mène les politiciens à faire des associations non-fondées entre les statistiques socio-démographiques et les femmes

– leurs rôles dans des sphères publique et privée, leurs droits et leurs obligations – conduisant ensuite au non-respect des objectifs politiques de la démocratie.

Ainsi, l'avortement n'est jamais une affaire privée mais aussi publique, étatique et le développement de la culture d'avortement se produit comme une sorte de va et vient entre deux espaces – public et privé.

Dès que la question de l'avortement est évoquée, ressortent toujours les répétitions obsédantes de mêmes prétextes « santé-éducation-moral » et le bien-être de la société entière est mis en cause. Je pense qu'appréhender le bien-être de la société entière via la manipulation d'un seul genre tend à placer le débat social sur un plan moral dangereux et à encourager non seulement le développement de 'techniques' d'amélioration de la natalité mais aussi le discours et les pratiques discriminatoires. En l'absence d'analyse profonde et multidimensionnelle de certains phénomènes démographiques, l'efficacité ou plutôt l'inefficacité de ces techniques paraît plus ou moins certaine tandis que le danger de ces actions pour les relations hommes-femmes est évident.

Quant à la propension à faire prévaloir des considérations morales contenues dans l'interdiction de l'avortement, elle est essentiellement visible dans le discours de l'Eglise Orthodoxe. Pourtant, l'appel à l'interdiction de l'avortement place le débat social sous l'égide du « droit à la vie » et porte le danger d'une régression dans le droit des femmes de disposer librement de leurs corps. Ce tour de force idéologique qui est aussi utilisé par certains partis politiques, non seulement permettrait d'éviter une discussion politique sur les conséquences sociales néfastes d'une telle interdiction, mais encore dénigrerait l'acquis des droits des femmes.

Pour conclure, j'aimerais souligner que dans la société russe, la sexualité féminine n'est pas régulée par les femmes mais par le système sexe/genre qui inclue la culture d'avortement. Une hypothèse explicative est que cette « culture d'avortement » touche directement la liberté des femmes et leur possibilité de faire les choix conscients : leur contrôle de leur vie est beaucoup plus concret si c'est elles-mêmes qui choisissent le moyen le plus approprié pour contrôler leur fertilité. Une approche plus attentive aux rapports de pouvoir et aux véritables intérêts, à la fois individuels et collectifs, des femmes aussi que des hommes amène à penser

l'avortement non seulement comme simple acte médical, mais aussi comme manifestation de la force et acte de manipulation.

L'avortement doit alors être situé par rapport à des relations triangulaire État-hommes-femmes et son instrumentalisation, par exemple par l'Eglise orthodoxe soucieuse que cet acte mène à la ruine de l'âme ou par les parlementaires préoccupés de la dépopulation du pays, doit être questionnée. Plus largement, la spécificité culturelle russe – la culture d'avortement – doit être reconnue et explorée. Des réflexions sur ces questions permettent de mieux comprendre les conséquences sociales de l'ingénierie sociale et peuvent déboucher sur des propositions en vue d'améliorer la situation.

Bibliographie alphabétique

La littérature en russe³¹

AVERJANOVA A.

1999 *Le premier congrès des ouvrières de la Russie*.
<http://www.a-z.ru/women/texts/averr.htm> - consulté le 20.08.2006

AYVAZOVA S.

1998 *Les femmes russes dans le labyrinthe de l'égalité*, Edition Russanov, Moscou, 407p.

AYVAZOVA S., KERTMAN G.

2001 *Les femmes au rendez-vous avec la démocratie russe*, Eslan, Moscou, 80p.

BARYBINA T. (Sous dir.)

1999 *Le mouvement des femmes dans le contexte de l'histoire russe*, Eslan, Moscou, 64p.

BARDETSKAJA I.

2001 « La culture d'avortement », *Itogi* 27.03.2001, N12(250), Moscou.
http://www.itogi.ru/paper2001.nsf/Article/Itogi_2001_03_22_181541.html - consulté le 01.10.2007

BORISOV B., CINELNIKOV A., ARKHANGELSKIJ B

1997 « Les avortements et le planning familial en Russie : les aspects juridiques et moraux », *Questions de statistique*, N3, Moscou, 75-80.

KLIMENKOVA T.

1996 *La femme comme le phénomène de la culture*, Preobrajenie, Moscou, 154p.

KOHN I.

2001 « Les hommes changeants dans le monde inconstant », Dans *Introduction dans les études genre*, sous dir. de Zerebkina I., vol. 1, Alteja, Saint-Pétersbourg, pp. 562-605.

KOLLONTAÏ A.

³¹ Puisque la littérature en russe est abondamment utilisée dans ce travail, elle est présentée selon le principe suivant : la translittération en lettres latines du nom de l'auteur, suivi de la traduction (faite par mes soins) en français du titre de l'ouvrage et des données sur l'édition. La translittération standard des lettres cyrilliques par des lettres latines n'est pas utilisée pour le titre de l'ouvrage parce que la bibliographie en russe est assez large et j'aimerais que personne la francophone qui lit, puisse comprendre le sens des titres.

1917 « L'amour et le moral nouveau », *La philosophie de l'amour*, Vol 2, Politizdat, Moscou, 1990, pp. 323-334.
<http://www.a-z.ru/women/> - consulté le 20.07.2006

LEBINA N.

1994 « En absence de la prostitution officielle », Lebina N., Shkarovskij V., *La prostitution en Petersbourg (des années 40 de XIX aux années 40 de XX)*, Progress-Academie, Moscou, pp. 179-215.

LEVADA Y. (Sous dir.)

1993 *L'homme soviétique simple. Le portrait social des années 90*, Mirovoy Okean, Moscou, 90p.

MALYSHEVA M. (Sous dir.)

2001 *Le caléidoscope de genre*, Académie, Moscou, 520p.

POPOV A.

1995 « Les avortements en Russie », *Chelovek*, N1, Moscou, 115p.

ROTKIRCH A.

2004 « Le sexe, la famille et la mobilité sociale dans des biographies masculines », *Liens conjugaux : des modèles de construction*, Vol.1, Novoe literaturnoe obozrenie, Moscou, 548-575.

TOMILIN S.

1923 *Le problème de la natalité* (actuellement dans *Démographie et hygiène sociale*, Statistique, Moscou, 1973, pp. 210-232.)

TARTAKOVSKAYA I.

2005 *La sociologie de genre*, Variant, Moscou, 367p.

TEMKINA A.

2004 « La vie sexuelle dans le mariage soviétique », *Liens conjugaux : des modèles de construction*, Vol.1, Novoe literaturnoe obozrenie, Moscou, 576-607.

VISHNEVSKIJ A.

2006 *La modernisation démographique en Russie : 1900-2000*, Nouvelle Édition, Moscou, 601p.

ZALKIND A.

1925 « Douze règles sexuelles du prolétariat révolutionnaire », *Journal médical de Leningrad* 1925, № 3, actuellement dans *La philosophie de l'amour*, vol.2, 1990, Politizdat, Moscou, pp. 224-255.

ZDRAVOMYSLOVA E., TEMKINA A.

2002 *L'ordre soviétique de genre*
<http://www.eu.spb.ru/gender/publications.htm> - consulté le 02.04.06 (contient plusieurs publications des mêmes auteurs archivées en ZIP)

La littérature en français et en anglais

COMELIAU C.

2001 « Transition et développement : le risque de myopie » *Les Nouveaux Cahiers de l'IUED*, No12, IUED, Genève, 281-291pp.

CONNELL R.

1987 *Gender and Power : Society, the Person and Sexual Politics*, Polity Press, Cambridge, 334p.

ENDERLEIN E.

1999 *Les femmes en Russie soviétique 1945-1975 : perspectives 1975-1999*, L'Harmattan, Paris, 213p.

ENGELS F.

1884 *Les origines de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, réédité en 1936, Edition Costes, Paris.

KERBLAY B.

1986 « Famille socialiste », dans *Histoire de la famille : le choc des modernités* de A. Burguière et all, vol. 2, Armand Colin, Paris, pp. 437-470.

KORNAI J.

1992 *The socialist System : The Political Economy of Communism*, Oxford University Press, Oxford.

NOVEMBER A.

2001 « Voies multiples et incertaines de la "transition" », *Les Nouveaux Cahiers de l'IUED*, No12, IUED, Genève, 11-28pp.

RUBIN G.

1975 *The Traffic in Women : Notes on the « Political Economy » of Sex*, Reiter, New York, 168p.
(L'économie politique du sexe : Transactions sur les femmes et systèmes de sexe/genre, Traduction de l'anglais par N.-C. Mathieu, N7, Cahiers du Cedref, Paris, 1998, 71p.)

SOKOLOFF G.

1993 *La puissance pauvre : une histoire de la Russie de 1815 à nos jours*, Fayard, Paris, 940p.

Les rapports

PNUD (Programme Des Nations Unies Pour le Développement)

2004 *Rapport mondial sur le développement humain 2004*, Economica, Paris, 251p.

UNICEF

1999 *Monitoring social : les femmes pendant la transition*, Projet MONEE, N6 Florence, 177p.

UNICEF

2003 *Monitoring social « Innocenti » 2003, Europe Centrale et Orientale : la croissance économique et la pauvreté, la dette, les réfugiés et les déplacés, l'adoption, VIH/SIDA*, Projet MONEE, Florence, 137p.

ROSSTAT

2006 *L'annuel statistique de la Russie – 2006*, Rosstat, Moscou, 494.

(РОССТАТ, Российский статистический ежегодник. 2006 – Стат.сб., Росстат, Москва, 494.)

Les ressources d'Internet

CITES DE GOUVERNEMENT

Le Comité Etatique de la Statistique : www.gks.ru

Le Gouvernement de la Fédération de la Russie : www.gouvernement.gov.ru

Le Ministère de l'Economie : www.economy.gov.ru

Le Ministère de la Finance : www.minfin.ru

Le Ministère des Impôts : www.nalog.ru